



Tous les pays d'Europe de l'Ouest ont alimenté des cellules clandestines antisoviétiques.

LA SANGLANTE TRAQUE AUX «ROUGES»

Un chercheur bâlois dévoile l'implication des armées secrètes dans les opérations terroristes qui ont frappé plusieurs pays d'Europe pendant la guerre froide. Ces cellules agissaient sous la houlette de l'OTAN.

RON HOCHULI

«**E**lle combat aujourd'hui le terrorisme en Afghanistan et en Irak. Mais l'OTAN a elle-même dirigé des cellules liées à des activités terroristes», affirme Daniele Ganser. Chercheur au Center for security studies (CSS, Centre d'études en matière de sécurité) à l'EPFZ, il s'apprête, après quatre ans d'enquête, à publier un ouvrage sur les armées secrètes de l'Alliance atlantique¹. Ce livre révèle non seulement que tous les pays d'Europe occidentale ont mis sur pied des cellules clandestines antisoviétiques, appelées à constituer une guérilla en cas d'invasion. Il montre également que bon nombre de ces structures se sont retournées contre un ennemi intérieur, en perpétrant des attentats pour les attribuer aux «gauchistes».

DIRECTIVES AMÉRICAINES

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne a joué un rôle clé dans la mise sur pied d'une stratégie de «guerre non orthodoxe». Mais c'est Washington qui a initié la traque aux «rouges».

Comme l'écrit Daniele Ganser, en 1952, le Département de la défense américain édicte une directive appelant à recourir à tous les moyens nécessaires. «En 1970, le Pentagone publie aussi un «manuel de terrain» décrivant les opérations menées par les armées secrètes en coopération avec des

forces américaines. Des attaques mises sur le compte des communistes et des socialistes avec de fausses preuves», note le chercheur. Et de citer le document: «Le renseignement militaire américain doit avoir les moyens de lancer des actions spéciales à même de convaincre les gouvernements et l'opinion publique de ces pays de la réalité de la menace.»

LES CACHOTTERIES DE L'OTAN

Le ton est donné. Sur le terrain, des attentats, des assassinats et des coups d'Etat sont orchestrés avec l'implication directe des armées secrètes. Le plus célèbre exemple a été mis au jour en Italie. Dans les années septante, la cellule Gladio (glaive) noue des contacts avec l'extrême droite, qui sème la terreur, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés (lire ci-dessous).

L'OTAN a-t-elle été impliquée dans ces actions? «L'Alliance atlantique, dès sa création en 1949, a fédéré les armées secrètes», souligne Daniele Ganser. Son quartier général suprême était lui-même à la tête de deux cellules sous-terraines: le Comité pour la planification clandestine (CPC) et le Comité clandestin allié (ACC). Ces organes, l'un stratégique et l'autre technique, se seraient réunis pour la dernière fois au début des années 90.

«La recherche ne fait encore que balbutier», admet Daniele Ganser. A l'image des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, l'Alliance atlantique garde un silence

quasi absolu sur ce chapitre, allant jusqu'à nier l'existence du CPC et de l'ACC. Un diplomate de l'OTAN confiera, sous le couvert de l'anonymat, que l'implication des armées secrètes dans des activités terroristes est de nature sensible et ne sera probablement jamais commentée.

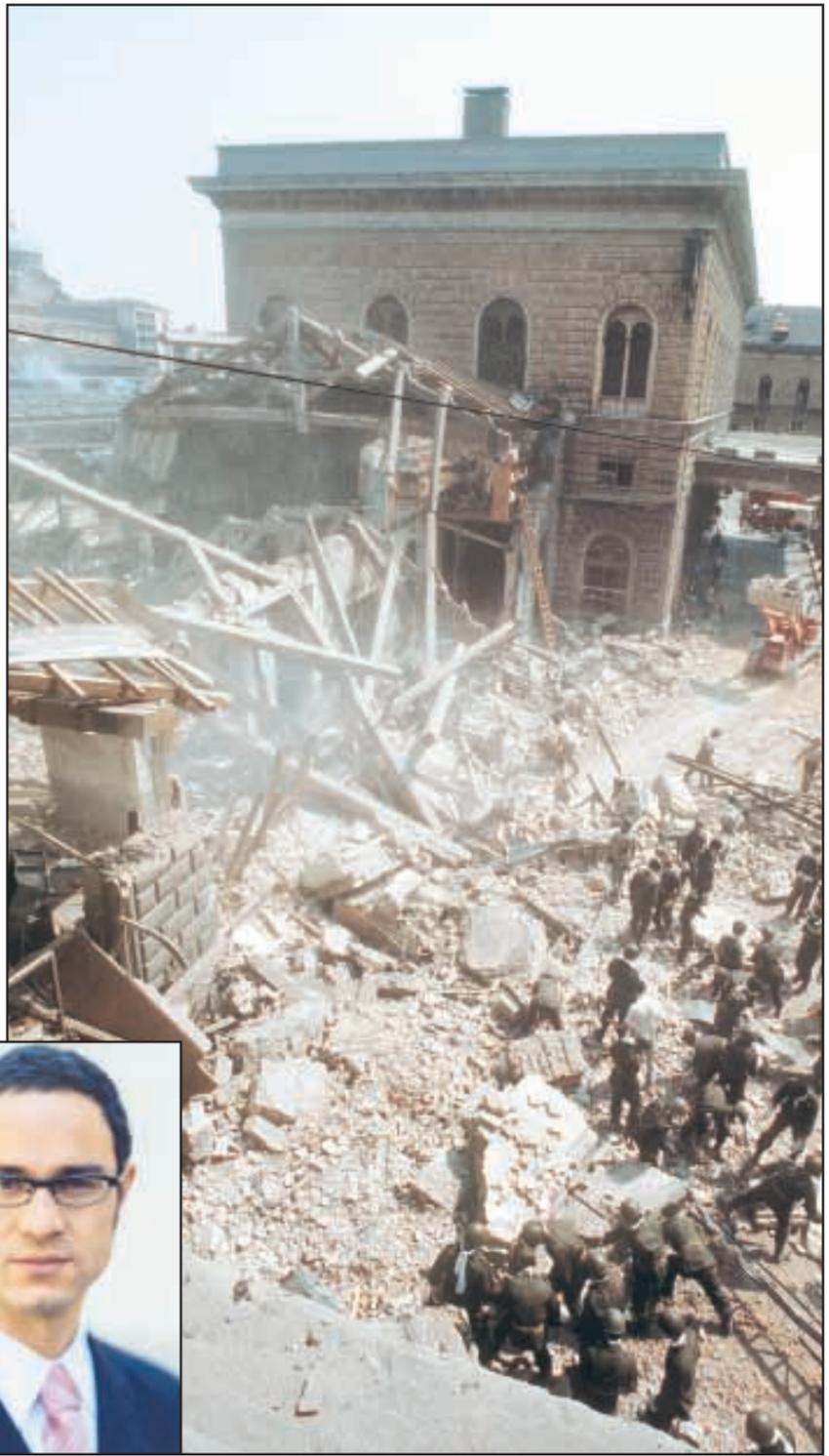
Les armées secrètes sont partiellement dévoilées en 1990, lorsque le premier ministre italien Giulio Andreotti reconnaît l'existence de Gladio. D'autres officiels passent aux aveux et il est établi que des cellules ont été constituées au début de la guerre froide dans seize pays. Mais seules la Suisse, l'Italie et la Belgique nomment des commissions d'enquête, exposant les dessous de leurs structures. Ailleurs, ce sombre passé reste enfoui sous une chape de plomb.

ÉTERNELLES MANIPULATIONS

Faut-il en déduire que certaines armées secrètes n'ont jamais cessé d'exister? Difficile à dire, selon Daniele Ganser, dont les investigations ne s'arrêtent pas avec la parution de son ouvrage. «D'un côté, on pourrait se demander à quoi elles serviraient, la guerre froide étant finie. De l'autre, aujourd'hui, tout est possible. Les manipulations atteignent toujours des proportions incroyables.» RH

¹ Daniele Ganser, *Nato's Secret Armies: Operation Gladio and Terrorism in Western Europe*, Edition Frank Cass, Londres 2005.

Plus d'infos sous: www.isn.ethz.ch/php/collections/coll_gladio.htm



L'attentat de la gare de Bologne, le 2 août 1980, fait 85 morts et 200 blessés. Il s'agit du point culminant des violences attribuées aux communistes. A tort, conclut Daniele Ganser dans un ouvrage à paraître. KEYSTONE

Les Suisses chez Sa Majesté

Une cellule clandestine helvétique s'est préparée à une invasion soviétique dès les années 50. Mais ce n'est qu'en 1979 qu'une véritable structure a été créée, baptisée P26 (couplée avec le service de renseignement P27). Elle comprenait 400 hommes – effectif appelé à doubler en cas d'urgence – et possédait quatre dépôts d'armes secrets. Elle n'a apparemment jamais été liée à des actes de violence. La structure a été dévoilée par la Commission d'enquête parlementaire du Département militaire fédéral en 1990, à la suite de l'affaire des fiches, et la cellule a été démantelée. Reste une zone d'ombre: la P26 a-t-

elle violé la neutralité? Le Conseil fédéral l'a toujours nié, s'appuyant sur l'enquête (classifiée) du juge neuchâtelois Pierre Cornu. Selon Daniele Ganser, de nouvelles investigations s'imposent. «La P26 a travaillé avec les services de Sa Majesté, parmi les leaders du réseau des armées secrètes. Ses «agents» étaient formés par les Anglais, en partie outre-Manche. Mais le chercheur n'exclut pas que ces militaires de l'ombre soient allés dans d'autres pays. «Certains disent que la P26, c'était du folklore. D'autres qu'elle a mené des opérations sérieuses. La vérité se trouve sans doute entre les deux.» RH

De lourdes accusations sur un sombre passé

Comme le révèle Daniele Ganser, des armées secrètes ont existé dans tous les pays d'Europe occidentale. Qu'ils soient membres de l'OTAN (Italie, France, Allemagne, Espagne, Portugal, Grèce, Turquie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark et Norvège) ou neutres (Suisse, Suède, Autriche et Finlande). De lourdes accusations pèsent sur certaines cellules. Quelques exemples.

ITALIE • La structure Gladio a notamment recruté des fascistes. Entre 1969 et 1987, on dénombre plus de 14 000 actes violents avec motivations politiques qui, au total, tuent 491 personnes et en blessent plus d'un millier. Le 12 décembre 1969, quatre bombes explosent à Rome et à Milan. Elles font 16 morts et 80 blessés. Ces attaques ont été attribuées, à tort, aux communistes. Point culminant de la terreur en Italie? L'attentat de la gare de Bologne, en août 1980, qui fait 85 morts et 200 blessés.

ALLEMAGNE • L'armée secrète était en partie constituée d'anciens nazis recrutés pour leurs connaissances après avoir combattu les Soviétiques. Ses caches d'armes auraient servi lors d'un attentat perpétré par un groupuscule d'extrême droite qui a fait 13 morts et plus de 200 blessés lors de la Fête de la bière de Munich, en 1980.

BELGIQUE • Entre 1983 et 1985, la région de Brabant, près de Bruxelles, a été le théâtre de 14 attaques terroristes qui ont fait 28 morts et de nombreux blessés. A plusieurs reprises, des hommes cagoules ont ouvert le feu dans des supermarchés. Ils n'ont jamais été arrêtés. Lorsque l'existence d'une armée clandestine belge, la SDRA8 a été révélée en 1990, il y a eu des suspicions sur son implication. Mais aucune enquête n'a abouti.

FRANCE • Une vague de violences s'est déclenchée durant le processus qui a conduit à l'indépendance algérienne. L'armée et le ren-

seignement français étaient opposés à la volonté du général de Gaulle de se séparer de cette colonie. L'amiral Pierre Lacoste confirmera dans les années 90 que les attaques ont été conduites par «un nombre restreint de personnes» appartenant à la cellule clandestine.

GRÈCE • L'armée secrète a notamment participé au coup d'Etat de 1967 visant à empêcher le retour au pouvoir du social-démocrate Georges Papandréou.

ESPAGNE • Opérant sous les ordres du régime de Franco, la cellule accueillait entre autres des terroristes italiens expatriés après les attentats commis dans la Botte. On lui attribue des liens avec le massacre d'Atocha commis en 1977 à Madrid.

SUÈDE • S'il y a toujours absence de preuves formelles, des observateurs suspectent l'armée secrète d'avoir été impliquée dans l'assassinat, en 1986, du premier ministre Olof Palme. RH

Hier les communistes, aujourd'hui les terroristes

«Un certain nombre d'Etats continuent d'utiliser le terrorisme pour manipuler les foules», commente Daniele Ganser, chercheur au Center for security studies (CSS) à l'EPFZ.

Les armées secrètes ont-elles laissé un héritage?

Daniele Ganser – La «stratégie de la tension» n'a pas évolué. Les actes terroristes font quelques dizaines, quelques centaines de victimes. Mais ce sont des millions de gens qui sont manipulés. Après chaque attentat, on exige davantage de sécurité quitte à accepter une restriction des libertés citoyennes pour laisser le champ libre à la «lutte contre le terrorisme». Celle-ci apparaît comme le moyen idéal à disposition d'un certain nombre d'Etats pour accroître leurs

pouvoirs et mener une politique extérieure agressive.

Mais il n'y a plus de terrorisme d'Etat, en Occident...

– Peut-être. Néanmoins, le contexte est plus dangereux encore. Pendant la guerre froide, on craignait une menace qui avait une identité géographique: l'Union soviétique. Et on a dérivé jusqu'à viser les communistes y compris en Occident. Cette dérive est en train de se produire à une autre échelle. On pointe du doigt la menace islamiste. Or on fait progressivement l'amalgame avec les musulmans. Certains Etats pourraient avoir un intérêt objectif à attribuer des attentats à des musulmans. Hier comme aujourd'hui, on est prêt à tout pour discréditer un adversaire. Même à en faire un coupable.

Un exemple?

– Il y en a un, gros comme une maison: on a lié l'Irak au 11 septembre. Un mensonge qui a passé comme une lettre à la poste aux Etats-Unis.

Mais il y a davantage de garde-fous que pendant la guerre froide...

– Non. En 1990, la Suisse a sursauté en découvrant les fiches et l'armée secrète. Mais la promulgation aux Etats-Unis du «Patriot Act» – cette loi qui autorise les autorités à entrer dans la sphère privée des citoyens – est tout aussi pernicieuse. Même si elle a pour avantage de légaliser des activités de surveillance.

Comment expliquer l'absence de réaction citoyenne?

– Par la peur. Les gens acceptent de se

soumettre à des contrôles extrêmes. Et la minorité qui refuse sera rapidement considérée comme suspecte, voire coupable. Pour dire les choses brutalement: quand la population d'un Etat a le choix entre le risque d'être frappée par un attentat de temps à autre et la possibilité de préserver ses libertés citoyennes, il faut à tout prix qu'elle «tollère» les attentats.

On n'a tiré aucune leçon de l'époque des armées secrètes?

– On n'en a jamais parlé cartes sur table. Cela empêche une vraie prise de conscience. De plus, la majorité des Etats qui avaient des armées secrètes n'ont pas fait le ménage. Des services secrets impliqués dans des attentats il y a vingt-cinq ans officient aujourd'hui

pour faire régner la sécurité. C'est le loup qui surveille les brebis!

Alors, que faire face au terrorisme?

– Ce n'est pas la bonne question. Il faut plutôt se demander si on a véritablement affaire à un combat contre le terrorisme. Je suis d'avis que les Etats-Unis, sous couvert d'une guerre contre le terrorisme, tentent de s'assurer l'accès à des ressources pendant que la Chine et l'Inde n'en ont pas encore les moyens et que la Russie ne les a plus. Mais on a déjà avalé la propagande. On est prêt à se barricader. Or, il vaudrait mieux exiger une politique extérieure coopérative. La sécurité passe d'abord par la transparence, la confiance et non pas par la manipulation et le secret.

Propos recueillis par RH